Selon Corrine Dufka, chercheuse principale en Afrique de l'ouest Ã 'Human Rights Watch' (HRW), qui est actuellement en mission au Mali, il y a eu des informations indiquant que des viols et violences sexuelles sont commis dans des villes et villages Ã travers la rÃ©gion.

"Nous sommes trÃ¨s prÃ©occupÃ©s par ce qui semble Ãªtre une augmentation drastique du ciblage et des sÃ©vices sexuels infligÃ©s aux femmes et filles par des groupes armÃ©s dans le nord", a dÃ©clarÃ© Dufka Ã IPS.

"Depuis que les groupes rebelles ont consolidÃ© leur contrÃ´le du territoire du nord qu'ils appellent l'Azawad, 'Human Rights Watch' a enquÃªtÃ© sur beaucoup de cas de viol et plusieurs autres cas dans lesquels des filles et des femmes ont Ã©tÃ© enlevÃ©es de leurs maisons, villes et villages, et ont trÃ¨s probablement subi de sÃ©vices sexuels".

Dufka signale que la plupart des sÃ©vices ont Ã©tÃ© "perpÃ©trÃ©s par des rebelles du Mouvement national pour la libÃ©ration de l'Azawad (MNLA) et Ã un degrÃ© plus bas par des milices arabes qui leur sont alliÃ©es".

Le MNLA est un terme gÃ©nÃ©rique donnÃ© aux groupes de Touaregs armÃ©s qui se sont rassemblÃ©s avec l'objectif dÃ©clarÃ© d'administrer un Etat indÃ©pendant, l'Azawad.

Depuis que le colonisateur franÃ§ais a quittÃ© la rÃ©gion en 1960, il y a eu plusieurs rÃ©bellions touarÃ¨gues contre le gouvernement malien. Les soulÃ¨vements prÃ©cÃ©dents ont fini par des nÃ©gociations et la nomination de chefs rebelles Ã des postes d'Etat.

Toutefois, les rebelles disent que le gouvernement malien n'a pas rÃ©ussi Ã tenir les promesses faites dans les nÃ©gociations, et continuent d'exiger un Etat indÃ©pendant.

Cette fois-ci, armÃ© d'un lourd arsenal d'armes laissÃ©es par les rÃ©bellions antÃ©rieures, et

les armes supplÃ©mentaires en provenance de la Libye au cours des derniÃ¨res annÃ©es, le MNLA a fait des avancÃ©es sans prÃ©cÃ©dent. Ceci a Ã©tÃ© rendu plus facile par le coup d'Etat du 22 mars Ã Bamako, la capitale malienne, et le retrait ultÃ©rieur de l'armÃ©e nationale du nord.

Commentant les allÃ©gations formulÃ©es par HRW, le porte-parole du MNLA, Moussa Ag Assarid, actuellement dans la ville malienne de Gao, a niÃ© que des hommes du MNLA se soient impliquÃ©s dans ces violences sexuelles. "Ces hommes ne sont pas du MNLA, mais d'autres hommes dans les parages", affirme Ag Assarid, s'exprimant au tÃ©lÃ©phone depuis Gao. Il a admis, cependant, que "nous ne pouvons pas contrÃ´ler tous les gens qui sont dans l'Azawad".

Bien que le MNLA ait dÃ©clarÃ© un Etat indÃ©pendant le 6 avril, les habitants de la rÃ©gion affirment que le mouvement rebelle ne semble vraiment pas avoir le contrÃ´le. "Un jour, un groupe armÃ© vient en ville, puis le lendemain ce sera un autre; nous ne nous sentons pas trÃ¨s en sÃ©curitÃ©", a indiquÃ© Ã IPS au tÃ©lÃ©phone, un habitant de Gao qui a prÃ©fÃ©rÃ© garder l'anonymat.

Depuis le dÃ©but du conflit, plusieurs groupes armÃ©s islamistes ont Ã©mergÃ© dans la rÃ©gion, accentuant les inquiÃ©tudes par rapport Ã l'avenir des droits des femmes.

Un groupe, Ansar Dine, dirigÃ© par Iyad Ag Ghali, un Ã©minent leader dans les soulÃ¨vements touaregs prÃ©cÃ©dents, a commencÃ© Ã tenter d'appliquer la charia (loi islamique) dans le nord. Peu aprÃ¨s son entrÃ©e Ã Tombouctou, Ag Ghali a annoncÃ© les croyances du groupe Ã la radio.

"Le malheur des gens est dÃ» Ã leur manque de foi en Dieu, et (c'est) parce qu'ils ont abandonnÃ© la pratique de la charia, parce que nous avons changÃ© notre mode de vie sous l'influence des Blancs", a-t-il dÃ©clarÃ©.

Alors qu'il est estimÃ© qu'Ag Ghali dispose seulement d'environ 300 hommes dans ses rangs, son influence s'Ã©largit. Beaucoup de commandants du MNLA, issus des rÃ©bellions antÃ©rieures, lui sont encore fidÃ¨les, comme le sont les trafiquants de drogue et d'autres groupes islamistes dans la rÃ©gion.

Depuis qu'Ansar Dine a annoncÃ© la charia, il y a eu des informations non confirmÃ©es selon lesquelles Ag Ghali voyage avec des leaders d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), le groupe d'Al-QaÃ¯da dans la rÃ©gion. On croit Ã©galement que le groupe extrÃ©miste au Nigeria, 'Boko Haram', et le Mouvement pour l'unitÃ© et le djihad en Afrique de l'ouest opÃ¨rent dans la rÃ©gion.

Pendant que les habitants signalent un nombre croissant d'Ã©trangers dans les rangs islamistes, les craintes montent par rapport Ã l'atteinte imminente de l'objectif d'Ag Ghali de crÃ©er un Etat islamique. Beaucoup de femmes maliennes, qui ont joui de la libertÃ© et de l'Ã©galitÃ© relative par rapport aux femmes dans d'autres pays de la rÃ©gion, s'inquiÃ¨tent de ce que cette libertÃ© ne puisse Ãªtre bientÃ´t une chose du passÃ©.

"Depuis l'arrivÃ©e de ces groupes, nous sortons Ã peine, nous sommes terrifiÃ©es par ce qui se passera si nous oublions de faire quelque chose qu'ils nous ont dit de faire", a dÃ©clarÃ© Ã IPS, une vendeuse au marchÃ© Ã¢gÃ©e de 40 ans Ã Tombouctou, qui a Ã©galement souhaitÃ© rester anonyme.

Par William Lloyd-George